



Jean-Dominique Poisson

**Notre sang
vaut moins que
leur pétrole**

**La France à l'épreuve
du Moyen-Orient**

éditions du
ROCHER

Notre sang vaut moins cher que leur pétrole

Jean-Frédéric Poisson

**NOTRE SANG VAUT
MOINS CHER
QUE LEUR PÉTROLE**

La France à l'épreuve du Proche-Orient

éditions du
ROCHER

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

II

De quoi la crise du Proche-Orient est-elle le signe ?

Un ensemble de crises internes au monde islamique

La guerre au Proche-Orient est un des avatars de l'opposition séculaire entre les chiites et les sunnites. Ces deux branches musulmanes n'ont cessé de se faire la guerre depuis le VII^e siècle dans tout le monde islamique. Et dans la région, ce conflit est entré dans une autre dimension depuis l'accession des ayatollahs iraniens au pouvoir, à Téhéran, en 1979. L'immense majorité des chiites du monde entier (cent vingt millions environ) se trouve dans cette région : près des trois quarts d'entre eux se trouvent en Iran et en Irak, ce dernier pays étant désormais principalement gouverné par la majorité chiite après des décennies de pouvoir sunnite.

Cette rivalité entre chiites et sunnites est à l'origine une rivalité de succession, un problème de transmission du pouvoir (les chrétiens parleraient de « succession apostolique »). Ce conflit s'enracine dans les premières décennies qui suivent la mort de Mahomet, et n'a que très peu de temps pris la forme d'une opposition pacifique. Il n'est pas certain qu'il vaille mieux vivre sous l'égide d'un régime chiite strict que sous l'empire d'un régime sunnite tout aussi strict : en réalité, en ce qui concerne la vie quotidienne et les droits des citoyens, il n'y a pas beaucoup de différences. En matière d'application de la loi

musulmane dans la cité, le fondamentalisme chiite n'a rien à envier à son équivalent sunnite².

La guerre d'influence que se livrent aujourd'hui sunnites et chiites est d'autant plus prégnante dans la région que les deux grandes puissances régionales, l'Iran et l'Arabie saoudite, chefs de file respectifs des chiites et des sunnites du monde entier, s'opposent diplomatiquement et militairement (indirectement toutefois) en plus de s'affronter religieusement. Le renforcement des tensions entre ces deux pays à la fin de l'année 2015 témoigne de l'accroissement de cette rivalité, dont la domination sur la géographie et la politique régionales ne sont pas les premiers motifs.

Ce conflit se retrouve dans beaucoup d'endroits de la crise du Proche-Orient, et fournit une grille de lecture incomplète, certes, mais toujours juste. Autour de la Syrie, aujourd'hui gouvernée par les Alaouites³, se pressent les soutiens de l'Iran et du Hezbollah, milice chiite fondée au Liban au début des années 1980 pour défendre les intérêts des chiites libanais, alors parents pauvres de la politique du pays. Contre les Alaouites syriens se retrouvent les Frères musulmans, une organisation politique regroupant des sunnites radicaux, avec le soutien des pays sunnites de la région, au premier rang desquels la Turquie et les monarchies du golfe Persique. L'Arabie saoudite prend quant à elle quelques distances. Les Saoudiens font, dans le même temps, la guerre au Yémen, pour contrer l'influence des chiites, les Houthis, soupçonnés d'être soutenus par l'Iran... Une guerre sale et méconnue, sale au point d'avoir conduit le Parlement européen, le 25 février 2016, à demander un embargo sur les livraisons d'armes à l'Arabie saoudite. Quand on sait que la France s'enorgueillit d'avoir récemment signé pour dix

milliards d'euros de matériel militaire avec ce pays... Aussi la déstabilisation de la région doit-elle beaucoup à cette opposition ancienne, dont la racine est intégralement religieuse.

Pour autant, il ne faut pas méconnaître les autres aspects de cette crise interne à l'islam et au monde arabe. Il est clair que la présence, dans de très nombreux pays, de régimes autoritaires a répondu à un légitime besoin de sécurité. Dans le même temps, il a aussi nourri chez les peuples un besoin de libertés supplémentaires. On ose à peine dire un « besoin de démocratie » : c'est un terme qui ne semble pas convenir aux sociétés islamiques comme il peut convenir aux nôtres. En tout cas, la projection sur tous ces pays de notre vision de la société civile et de la répartition de ses pouvoirs ne donnera rien de bon.

La présence de régimes autoritaires dans beaucoup d'endroits (en Afrique du Nord comme au Proche-Orient) a donné soit l'illusion que les sociétés étaient en ordre et pacifiées, soit le sentiment qu'elles étaient en permanence en situation pré-révolutionnaire, la « paix » étant souvent payée au prix fort. En réalité, ces sociétés ne paraissaient en ordre qu'au prix de brimades sociales et politiques objectives. La chute de leurs dictateurs, ou la tentative de les faire tomber, aura eu pour principal effet d'installer un désordre sans précédent dans ces pays, sans apporter, dans le même temps, aux populations les libertés auxquelles elles aspiraient. De sorte qu'à peu près partout viennent se surajouter à la traditionnelle opposition religieuse de principe, des crises sociales, politiques et économiques qui ne permettent pas d'envisager à court terme une solution durable. Cette conjonction de crises graves est évidemment un terreau « béni » pour l'implantation et l'essor de l'État islamique. Celui-ci prospère en effet considérablement sur fond de crises sociales et a pu donner, en tout cas dans les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

selon saint Matthieu 22,21). Dans ce domaine aussi, il faudra attendre que les chrétiens soient gouvernés par un régime qui ne leur avait pas témoigné une affection débordante (la III^e République) pour que le pape Léon XIII fasse accepter aux catholiques français (et encore, pas tous) l'idée que le « ralliement » à la légitimité de la République s'ancrait en fait dans la plus ancienne doctrine chrétienne. Non pas pour une raison tacticienne, mais pour un motif d'ordre métaphysique : où se tient l'origine de toute autorité, sinon dans la main de Dieu lui-même ?

Forte de cette conception du pouvoir et de l'autorité, la France s'est implantée au Proche-Orient. L'histoire de la France au Proche-Orient est celle d'une influence constante, d'une présence sans cesse affirmée, et d'un engagement sans faille auprès des minorités, tout particulièrement des minorités chrétiennes.

Cette présence et cet engagement ne se sont jamais démentis. Ils ont pris toutes les formes, depuis les guerres des croisades et l'occupation du territoire, jusqu'au pur soutien diplomatique limité au travail d'influence, cependant d'une grande efficacité. Sans cesse, les régimes ont affirmé leur présence et leur soutien. Les rois, les empereurs, la République n'y ont jamais manqué. Au plus fort de la place des rois comme monarques de la fille aînée de l'Église, la France n'a pas hésité à soutenir les minorités chrétiennes orientales considérées comme hérétiques par Rome, au prix de tensions parfois vives entre le roi de France et le pape. Alors que le royaume de France était divisé et que l'État avait disparu, au cœur de la guerre de Cent Ans, les ambassadeurs français étaient tout de même nommés et envoyés pour perpétuer cette tradition.

Pendant les heures les plus noires de la Révolution

française, l'ambassadeur de France (monsieur Descorches), envoyé à Constantinople par le Comité de salut public en 1793, recevait cette instruction : « À l'égard des prérogatives attachées aux fonctions d'ambassadeur de France relativement à la religion et à la qualité de protecteur du culte chrétien, dont nos ambassadeurs ont toujours été investis, le citoyen Descorches, sans attacher trop d'importance à ces prérogatives, n'en conservera pas moins tous les droits qui lui sont attribués, ne serait-ce que pour entretenir la considération dont les ministres de France ont joui jusqu'ici. » Cette vision très utilitariste de la mission protectrice de la France a au moins le mérite de reconnaître que les intérêts de notre pays sont liés essentiellement à la protection des chrétiens.

Sans doute aucun régime n'a autant financé l'implantation de communautés religieuses catholiques, la création d'écoles, et même d'une université, que la naissante III^e République. Des sommes considérables ont été versées par le très laïc gouvernement de Gambetta afin de soutenir ces projets, affichant ouvertement que tels étaient la tradition et le devoir de la France et par conséquent son intérêt. « L'anticléricalisme, dira Gambetta, n'est pas un article d'exportation » : mot d'autant plus significatif que chacun se souvient du : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! », du même auteur. Par exemple, alors que paraissaient en 1880 les décrets qui interdisent les congrégations, le gouvernement engageait des négociations avec les jésuites pour ouvrir une faculté de médecine à Beyrouth, et poursuivre ainsi l'incroyable expansion des congrégations catholiques qu'avait connue la seconde moitié du XIX^e siècle. Alexandre Ribot, alors ministre des Affaires étrangères, résume parfaitement l'état d'esprit de responsables politiques de cette période, toutes tendances politiques confondues. Il déclare en

1890 : « Le gouvernement ne laissera pas s'affaiblir le protectorat qu'il exerce en Orient sur tous les catholiques, de quelque nationalité qu'ils soient. Si une autre nation avait trouvé dans son patrimoine un semblable héritage, elle ne songerait pas non plus à le répudier. »

Lorsque que le gouvernement du Front populaire arrive au pouvoir en 1936, cette tradition est maintenue et renforcée, toujours au nom de l'histoire et de l'action de notre pays dans cette région du monde. Au cours de la négociation du traité franco-syrien, celui qui devait mettre fin au mandat français, un membre du gouvernement français écrit au cardinal chargé de négocier : « Le traité franco-syrien n'a et ne peut avoir pour objet ni d'altérer la nature des sauvegardes en cause (pour les populations chrétiennes – NDA), ni d'affranchir la France de la responsabilité que, toujours bénévolement d'ailleurs, elle est résolue à continuer à assumer dans ce domaine » (lettre du sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Tesson au cardinal Tapponni, patriarche des syriaques catholiques, 24 décembre 1937).

Si bien qu'à aucun moment, depuis que les premiers croisés français sont arrivés à Jérusalem, le fil de la présence et de l'action de la France dans ces contrées ne s'est brisé. Ni le chaos de la vie politique intérieure française, ni les innombrables conflits dans lesquels la France a été engagée, ni les renversements d'alliance, ni les relations difficiles avec l'Empire byzantin ou avec la Russie (deux puissances influentes de longue date dans la région), ni même l'hostilité ouverte de certains gouvernements français à l'égard de l'Église, n'ont conduit notre pays à cesser d'intervenir pour défendre les intérêts des chrétiens et des autres minorités.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Dans quelques endroits, l'arrivée des islamistes dans un village a pu se faire de manière pacifique, au moins dans un premier temps. Au cours d'une longue conversation à Beyrouth en 2013, monseigneur Battah, vicaire du patriarche syriaque de Damas, me disait qu'à Yabroud (nord de Damas), des manifestations anti-chrétiennes et les premières profanations étaient apparues quelques semaines après l'entrée de la « rébellion » dans la ville. On peut comprendre que de telles entrées « pacifiques », sur fond de contestation du pouvoir central, puissent recueillir, pendant un temps, quelques suffrages. Parfois encore, l'arrivée des rebelles a pour effet de relever de leurs fonctions des responsables musulmans locaux corrompus, et d'installer à leur place, au nom de la morale et de la *charia*, d'autres personnes, acquises à la cause des nouveaux arrivants. Comme dit l'adage : « On n'a qu'une fois la possibilité de faire une première impression. » Son crédit, au moins pendant les premiers temps de son implantation locale, vient largement de cet état de fait.

Daech a, d'une certaine manière, déjà gagné. Pas nécessairement sur le plan militaire. Et même, il est probable que l'État islamique perdra ce conflit à la fin du compte, pour peu que, comme me le disait en juillet dernier le patriarche syriaque orthodoxe de Damas, « l'Occident y mette les moyens ». Pas seulement non plus en attirant l'Occident dans le piège mortel de la guerre, et en ne laissant pas le soin aux puissances régionales de traiter cette crise⁸. Mais sur un autre plan. La reprise progressive de la ville de Ramadi par l'armée régulière, en Irak, à la fin de l'année 2015 est emblématique : 3 000 maisons ont été détruites, dans une ville qui est désormais quasiment rasée. Comment la vie y reprendra-t-elle ? « Avant la guerre, me confiait la sœur Marguerite, 85 ans et près de 65 ans

de vie religieuse dans différentes villes de Syrie, nous vivions en paix. Comment vivrons-nous demain ? »

Je pense aussi à Daniel, ce réfugié irakien de Mossoul que j'ai croisé à Erbil, en juillet 2014. À peine avait-il quitté sa maison, quelques heures avant l'arrivée de Daech en ville, que la famille musulmane voisine en prenait possession. Il imagine, évidemment, qu'un jour viendra où il pourra retourner chez lui, une fois défaites les troupes de l'État islamique. Mais comment ces deux familles pourront-elles vivre de nouveau l'une près de l'autre, au quotidien, alors même que, pendant des décennies, elles ont partagé leurs fêtes respectives, elles se sont invitées aux fêtes de famille, se sont rendu visite au moment des fêtes religieuses, et vécu ensemble ?

Le premier ennemi de l'État islamique, c'est la concorde, la paix sociale, les relations humaines normales entre les familles, la confiance, la « convivence » en particulier entre les chrétiens et les musulmans. Il ne s'agit pas de mésestimer l'importance des enjeux stratégiques, ni tout le poids que représente ce simulacre d'État que Daech a commencé d'installer entre la Syrie et l'Irak. Il ne faut ni sous-estimer ses moyens et ses projets, ni ignorer que le cœur de cette stratégie est certainement dans le caractère durable de cette implantation. Pour autant, quand bien même le succès de l'État islamique ne durerait pas, ses têtes pensantes auront tout de même réussi à détruire, peut-être définitivement, ce qui fait la richesse de cette région depuis des siècles : la possibilité, même fragile, même parfois cruelle, d'une coexistence presque pacifique entre les musulmans et les chrétiens.

8. Voir à ce sujet le livre de Pierre-Jean LUIZARD, *Le Piège Daech*, éd. La Découverte, 2014.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

responsabilité historique en Irak les a-t-elle conduits à adopter cette position.

On finit par se dire que les puissances occidentales ont ignoré volontairement le germe extrémiste qui nourrissait depuis sa fondation le royaume saoudien. C'est à peine moins grave que de l'avoir méconnu, ce qui indiquerait soit un déficit abyssal de culture des responsables occidentaux de notre époque à propos de l'islam, soit un déni de réalité, tout aussi grave et significatif. Certes, celui qui se cherche des alliés à tout prix est moins regardant sur les défauts de ceux qui sont prêts à s'accorder avec lui, ainsi que sur ses intérêts. Mais tout de même : cette négligence coupable, ce défaut initial d'attention ou de fermeté place aujourd'hui les puissances occidentales dans une situation de quasi-dépendance à l'égard de ces pays qui plongent leurs racines dans le wahhabisme. Ces accords initiaux ont permis que les pétromonarques répandent tranquillement l'extrémisme religieux islamiste dans le monde entier sans en avoir jamais été empêchés.

L'insupportable chantage turc

Une faiblesse de même nature anime aujourd'hui les dirigeants européens à l'égard de la Turquie.

Ce n'est pourtant pas faute pour le président Erdogan d'avoir manqué de clarté ! Son discours agressif à Stasbourg le 4 octobre 2015, a indigné, à bon droit, de nombreux responsables politiques. Censé évoquer la lutte contre le terrorisme, le président turc a concentré ses attaques contre les rebelles Kurdes sans jamais mentionner l'État islamique. Il a même déclaré que la Turquie « était le vrai défenseur de la civilisation » alors que l'Europe est affectée par la xénophobie,

l'islamophobie et le racisme. Et il a ainsi menacé les États européens : « Si l'Europe refuse d'accueillir les réfugiés, nous ferons le nécessaire. » Impossible d'ignorer, après de telles déclarations, les réelles intentions turques. Et quand bien même de tels propos seraient destinés à seulement amadouer les terroristes islamistes (à supposer que ce soit possible et légitime), il reste que la perspective qu'ils esquissent, autant que le lieu de leur prononciation, les rendent inacceptables. Leur violence aurait dû inquiéter les Européens.

Rien de cela. Au contraire, dès qu'il s'est agi de trouver des remèdes à la migration massive que subit l'Europe depuis deux ans maintenant du fait de la crise du Proche-Orient, il a suffi à la Turquie de menacer l'Europe de tout laisser filer sans contrôle pour que l'Union européenne prenne la décision de financer à coups de milliards d'euros l'État turc, pour l'aider à supporter la charge induite par l'accueil des réfugiés.

En comparaison, le Liban et la Jordanie, largement plus menacés que la Turquie par l'afflux de réfugiés, et largement plus amis de la France que ne l'est la Turquie, ne reçoivent que quelques centaines de millions d'euros pour faire face à la plus grave de toutes les déstabilisations qu'ils ont connues. Il est vrai que ni le Liban ni la Jordanie ne sont en mesure de menacer l'Europe de laisser entrer des millions de réfugiés.

On pourrait croire qu'en raison de ces accords, matérialisés par des versements financiers très importants, la Turquie aurait fait quelques efforts pour contrecarrer les activités de Daech et entrer plus clairement dans la lutte contre cette organisation. Il n'en est rien.

À de nombreuses reprises, il a été fait mention d'une participation des autorités turques au trafic de pétrole auquel se

livre Daech. Des articles parus dans la presse ont évoqué de manière très précise la participation directe, non pas de l'État turc en tant que tel, mais des membres de la famille du président Erdogan⁹, ce que soutient l'opposition turque en apportant au dossier des éléments convaincants¹⁰. Ces témoignages directs font régulièrement état d'une activité très soutenue en trafics de tous ordres à la frontière turco-syrienne, sans qu'apparemment les autorités turques n'aient jusqu'ici tenté d'y mettre fin, ni même de les compliquer en aucune manière. Faut-il voir dans cette attitude un soutien actif à L'État islamique ? Non, sans doute pas. Mais plutôt une manière pour la Turquie d'arriver à ses fins : la domination de l'Europe, obtenue par la menace et fondée sur une présomption bien avérée de faiblesse des Européens.

Il est insupportable de constater que le faible niveau de résistance des dirigeants occidentaux a permis jusqu'ici à la Turquie d'avancer ses pions petit à petit, et sans encombre. En fait, Recep Erdogan a, en prenant des positions aussi tranchées sans susciter de réactions et en poussant régulièrement son avantage face à l'Europe, acquis une aura nouvelle en Turquie. Comme V. Poutine en Russie, sa stature d'homme fort et de politique influent y a gagné. C'est aussi ce qui lui permet, chez lui, de faire face aux mécontentements et aux oppositions. C'est enfin ce qui lui donne, dans tout le croissant turcophone, une influence réelle. En réalité, le président turc fait sa campagne électorale et assoit son autorité sur notre dos. Et nous y consentons sans bruit.

9. Voir, à titre d'exemple, Ouest France : « Erdogan et sa famille impliqués dans un trafic de pétrole avec Daech ? », le 2 décembre 2015 ; Le Monde : « La Russie accuse Erdogan et sa

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

entretien avec une impression partagée. Satisfait d'avoir pu échanger directement, sans intermédiaire, avec un des dirigeants qui est au cœur de la crise du Proche-Orient, et dans le même temps hésitant sur la différence incroyable entre l'homme que je viens de rencontrer et la peinture qu'en font les médias et les responsables occidentaux.

Surtout, je repars de Damas avec une conviction, longuement partagée avec le député chrétien d'Alep Boutros Merjaneh, membre de l'opposition au Parlement : Assad ne partira pas. Il ne quittera pas ses fonctions. Malgré la présence, dans la capitale même, d'une poche de résistance de l'armée rebelle syrienne, dans le quartier de Jobar, et du puissant groupe de l'Armée de l'islam, soutenu directement par l'Arabie saoudite, dans la Ghouta de Damas. Il n'a aucune intention d'abandonner son peuple, qui le soutient, et travaille, avec le peu d'État qui reste, à l'avenir du pays.

Le deuxième entretien avec Assad – 28 octobre 2015

Les Madame Irma de la politique internationale, qui emplissent les colonnes des journaux, squattent les plateaux de télévision et chuchotent dans les couloirs de la diplomatie française, se sont encore trompées : Bachar el-Assad qui, paraît-il, devait quitter la présidence quelques jours après la visite de mes collègues Gérard Bapt et Jacques Myard (au début du printemps), est encore en place lorsque nous lui rendons visite en ce mois d'octobre. Le lieu du rendez-vous n'est pas le même que celui de juillet : on dit en effet que le président syrien dispose de plusieurs résidences officielles dans la capitale, et qu'il en change très régulièrement pour des raisons de sécurité. Cette fois, nous sommes trois députés français : Véronique

Besse et Xavier Breton sont de ce court séjour de 24 heures. Je les ai conviés en raison de leur engagement sincère en faveur des chrétiens d'Orient, et sachant la solidité de leur liberté personnelle.

Notre entretien est l'occasion de faire le point sur la situation de la Syrie et le contexte international, et nous vérifions en quelques instants que la vision du président syrien n'a pas changé depuis l'été. Depuis quelques semaines, « l'autre coalition », celle dont me parlait Bachar el-Assad en juillet, se met en place peu à peu. Il éprouve une certaine forme de bonne humeur à décrire la nouvelle donne. D'abord, la Russie est intervenue directement, en basant une trentaine de chasseurs bombardiers sur le sol syrien. Sans dire précisément combien ni de quelles unités elles proviennent, des troupes russes sont également arrivées en Syrie. « Les Russes sont, en quelques mois, devenus maîtres du jeu dans la région. Les menaces occidentales, l'embargo, la volonté d'amadouer la diplomatie russe par quelques résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU : rien n'y aura fait », nous dit Bachar el-Assad. En effet, les Russes n'ont pas changé de ligne : ils défendent en Syrie leurs intérêts stratégiques et les chrétiens orthodoxes, ces deux priorités étant visiblement à mettre quasiment sur le même plan. L'ambassadeur de Russie à Damas, que nous rencontrons quelques instants plus tard, nous confirmera tout à la fois la détermination russe à sortir la Syrie de ce mauvais pas, et que les Russes ne resteront pas indéfiniment en Syrie – tout en refusant de nous donner un ordre de grandeur temporel, évidemment...

La conversation continue sur la situation des autres pays de la région. L'Iran a signé l'accord international sur le nucléaire. L'Égypte a annoncé officiellement, par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, qu'elle apporte son soutien au

gouvernement de Damas. « J'ai toujours su que je n'étais pas seul et je le suis de moins en moins », nous dit-il, beaucoup plus assuré à mes yeux qu'à l'été précédent, et évidemment conscient du fait que les Russes lui ont en fait probablement sauvé la mise.

Même s'il n'est toujours pas question d'intervenir au sol, les Occidentaux semblent enfin décidés à contrer efficacement la progression de l'État islamique. On a, en septembre, commencé à frapper Daech au portefeuille, en détruisant quelques-unes de ses infrastructures de raffinage et de transport de pétrole. Pourtant, Bachar el-Assad reste convaincu, comme depuis le début, que les Occidentaux font semblant, que leur engagement n'est pas réel, qu'il est une sorte de jeu d'ombre destiné davantage à satisfaire les opinions publiques occidentales qu'à gagner la guerre. Nous tâchons de le rassurer sur ce point, en rappelant l'engagement de la France, sa réalité, et la lourdeur du tribut payé aux attentats par notre pays. Rien n'y fait. « Nous ne voyons pas, chez les pays occidentaux, une véritable volonté de combattre le terrorisme. Nous ne voyons pas davantage de réelle volonté d'appliquer ou faire appliquer les résolutions de l'ONU », nous disait quelques instants auparavant le président du Parlement syrien.

Nous abordons le sujet des chrétiens. Au mieux ils sont accusés de passivité, de n'avoir pas pris la tête du mouvement de contestation au nom des valeurs « occidentales » dont ils seraient, dans un curieux renversement néocolonialiste, les porte-parole attitrés, sinon des agents de l'Occident. En somme, l'Occident post chrétien et prétendument rationaliste somme ces chrétiens d'être « le sel de la Terre et la Lumière du monde », conformément à l'Évangile. Curieux hommage de la modernité à ces populations qui n'ont rien demandé : « L'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu », effectivement.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

chiite qu'avec l'islam sunnite : non pas parce que le premier serait plus souple, mais parce qu'il est structuré, et qu'il désigne, contrairement aux sunnites, des interlocuteurs religieux patentés. Il n'y a cependant pas plus d'imams chiites en France que dans les autres pays. Avec qui discuter ? Ou du moins avec qui travailler pour faire passer le message du refus de la violence ?

Le docteur Schouman s'est étonné, dans la dernière partie de notre conversation, du refus exprimé par la France à la proposition d'Al Azhar, visant à ce que la mosquée du Caire coopère activement avec le gouvernement français pour former les imams. Et de dire tout l'intérêt que représenterait, pour la France, le fait de disposer d'imams solidement formés et cultivés, indépendants de toute forme de volonté d'influence sur la France (il faut dire sur ce point particulier que la majorité des imams exerçant en France sont algériens ou marocains, et qu'ils sont incontestablement des relais d'influence pour leurs pays d'origine respectifs, pas nécessairement dans le sens des intérêts français, d'ailleurs). Visiblement, Al Azhar a fait au gouvernement français cette proposition, repoussée par plusieurs majorités françaises, pour des raisons non explicitées.

Qu'est-ce qui rend crédible Al Azhar dans sa prétention à former les imams en France, comme elle forme les futurs mouftis de tous les pays sunnites du monde ? Je n'eus pas à poser directement la question. Au terme de cet entretien qui a tourné à la réunion de travail, le directeur de l'observatoire d'Al Azhar m'emmène visiter son service. Le docteur Nabil parle un français impeccable. Formé pour partie à l'université de Strasbourg, où il enseigne, il dirige cet observatoire, qui a pour mission de diffuser sur internet des argumentaires pour contrer la propagande islamiste de Daech. Les quarante personnes en charge se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre tous les

jours de l'année pour cette mission de contre-propagande. La salle d'une centaine de mètres carrés est située au dernier étage de la grande mosquée. « Al Azhar est soucieux de la vérité sur l'islam et sur le Coran. Il est dans son rôle en combattant les erreurs et en rappelant les textes », me dit le docteur Nabil. En l'entendant énumérer les langues dans lesquelles il organise la riposte, je m'étonne de la mention du swahili : « Souvenez-vous des attentats du Kenya, me répond-il : nous voyons se développer une menace dans cette région de l'Afrique. La menace terroriste est universelle, et Al Azhar met en place des moyens proportionnés à la dimension de cette menace. »

Je me sens, en quittant la grande mosquée, satisfait de voir à la fois l'énergie et le savoir déployés contre l'État islamique et les barbares, et de les voir agir sur internet, devenu le premier « lieu » de radicalisation et de recrutement. Mais circonspect face aux réponses qui nous ont été faites concernant l'organisation de l'islam, et la difficulté que nous aurons à trouver une autorité de référence pour aider l'islam à s'engager sur la voie critique. Il faut pourtant réussir à prendre cette voie en France.

Que faut-il dire aux musulmans de France ?

Ce n'est pas seulement l'islam radical qui pose problème à la France : c'est l'islam « tout court ». Non pas les musulmans, mais l'islam. Non pas l'immense majorité des musulmans qui veulent vivre tranquillement leur foi dans une France à laquelle ils sont attachés. Mais cette religion, qui autorise, sans pouvoir la condamner formellement ni officiellement, une lecture agressive de ses propres textes sacrés, où sont, pourtant, également présents des versets porteurs de hautes ambitions

spirituelles. Mais où trouver dans l'islam l'institution capable de porter et imposer une telle lecture comme « La » référence ?

Par ailleurs, quelle que soit la manière dont on lit la devise de notre République, l'islam la percute. D'une certaine manière il la remet en cause. Volontairement ou non, il en interroge les limites. Il nous oblige à nous reposer collectivement la question de savoir comment nous considérons le fait religieux, sa réalité, et sa présence dans la vie sociale.

Il provoque la France, en fait, parce qu'il annonce d'emblée un ensemble de désaccords de fond avec notre lecture des fondements de la vie sociale. Reconnaît-il la liberté religieuse au sens où cette liberté est aussi celle de ne pas avoir de religion si on le souhaite, ou d'en changer, à la discrétion de chacun et chacune d'entre nous, sans que cela n'occasionne aucune sanction d'aucun ordre, aucune exclusion, aucune brimade ? Les principes de l'islam acceptent-ils qu'on puisse le quitter pour embrasser une autre religion ? « Non », répondront à cette question les personnes qui ont fait le choix de se convertir de l'islam au christianisme, et qui ont dû être protégées de l'agressivité de leurs anciens coreligionnaires. Et je ne parle que de personnes vivant en France : je n'oublie pas les pays dans lesquels le fait de se convertir à une autre religion est puni par la loi. Ni le fait que les croyants d'autres religions sont considérés comme des citoyens de seconde zone dans l'immense majorité des pays musulmans.

Accepte-t-il qu'il existe une stricte égalité des hommes et des femmes, comme en matière de succession par exemple ? Non : il a fallu que le roi du Maroc Mohammed VI intervienne personnellement au terme d'un processus législatif récent pour que les droits de succession des femmes marocaines commencent à être mieux reconnus. Et que dire de la polygamie, strictement interdite par le droit français mais couramment

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

malheureusement pas visible dans le seul domaine de la politique étrangère. Cet abandon est d'abord collectif : il est dans les esprits, il est à la tête de l'État : « le poisson pourrit toujours par la tête », si j'ose reprendre ce proverbe asiatique Et c'est pourquoi c'est au niveau de l'État que se situe l'effort le plus important à faire. Et c'est pourquoi le véritable enjeu des élections présidentielles qui viennent est la question de l'État. Et au-delà de l'État, c'est un enjeu de civilisation. Le Proche-Orient rappelle à la France l'obligation qui est la sienne de traiter, dans le débat public, ces deux questions centrales : qu'est-ce qu'un État ? quelle humanité doit-il se mettre en mesure de servir et de protéger ? Les Français attendent, maintenant, des réponses claires et fermes à ces deux questions.

Table des matières

vant-propos

- « Notre sang vaut moins cher que leur pétrole »

Et les chrétiens ?

- De quoi la crise du Proche-Orient est-elle le signe ?

Un ensemble de crises internes au monde islamique

Une crise de la vision occidentale

Pourquoi la crise du Proche-Orient est-elle mondiale ?

I - La France au Proche-Orient : qu'est-ce qui a changé ?

La France a changé de vision

Le monde a changé d'ordre

✓ - « Ce ne sont que des chrétiens » : le martyre des chrétiens d'Orient

Les chrétiens et la guerre en Syrie

Le martyre des chrétiens d'Orient

- Crise migratoire, terrorisme : les apprentis sorciers

Des camps de réfugiés

Entretien à Tripoli sur la question de la gestion des flux migratoires

Des réfugiés dans les Yvelines

I - Pétromonarchies, Turquie : des « alliés » encombrants

L'ambiguïté des pétromonarques

L'insupportable chantage turc

II - Il faut choisir son camp : Assad ou l'islamisme

Le premier entretien – 12 juillet 2015

Le deuxième entretien avec Assad – 28 octobre 2015

Conclusions politiques : la diplomatie et le débat public

III - La France à l'épreuve du Proche-Orient : réformer l'islam ?

L'incompréhension de l'islam et les errements sur la laïcité

Que faut-il dire aux musulmans de France ?

IV - La France à l'épreuve du Proche-Orient : renouer avec une politique arabe

Erreur sur le Liban

Erreur sur la Syrie

Erreur dans les choix d'alliances

V - La France à l'épreuve du Proche-Orient : priorité à la reconstitution de notre défense

Le Proche-Orient : miroir de la France

Achevé d'imprimer par XXXXXX,
en XXXXX 2016
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : XXXXXXXX 2016

Imprimé en France